



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 29 (2026)

Faits saillants

- ❖ Indonésie : S&P confirme la note souveraine BBB
- ❖ Singapour : estimation provisoire de croissance de 5,7 % au deuxième trimestre
- ❖ Malaisie – Thaïlande : vers la création d'une zone économique frontalière spéciale

LE CHIFFRE À RETENIR

8,5 %

Prévision de croissance
d'UOB pour le Vietnam
pour 2026

Région

Accélération des investissements dans les énergies renouvelables, malgré une forte dépendance au charbon

Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), les investissements régionaux dans les énergies renouvelables ont atteint un niveau record de 17,0 Md USD en 2025 et devraient progresser à 22,0 Md USD en 2026, soit plus de 2,5 fois les investissements consacrés aux nouvelles capacités de production à partir d'énergies fossiles. La région a installé 8 GW de nouvelles capacités renouvelables en 2025, un volume qui pourrait atteindre 11 GW en 2026 grâce à l'essor du solaire et de l'éolien. Toutefois, le charbon représentait encore 47 % de la production d'électricité en 2024, contre 37 % en 2015. Les récentes tensions au Moyen-Orient ont par ailleurs renforcé les préoccupations de sécurité énergétique et pourraient prolonger le recours au charbon dans plusieurs pays de la région.

Indonésie

S&P confirme la note souveraine BBB de l'Indonésie avec une perspective stable

S&P Global Ratings a confirmé la note souveraine de long terme de l'Indonésie à BBB (*investment grade*) avec une perspective stable,

ainsi que sa note de court terme à A-2, estimant que la dégradation récente des indicateurs budgétaires et extérieurs devrait rester temporaire. L'agence anticipe une croissance du PIB réel de 5,1 % en 2026 (contre 5,6 % au T1) et prévoit le maintien du déficit budgétaire sous le plafond légal de 3 % du PIB, notamment grâce à la forte progression des recettes publiques (+21 % en g.a. au S1), portée par le redressement des recettes fiscales et des redevances minières. S&P estime, par ailleurs, que les réformes visant à renforcer le contrôle de l'État sur les exportations de ressources naturelles, notamment via la création de Danantara Sumberdaya Indonesia (DSI), ainsi que la stratégie de *downstreaming*, pourraient soutenir durablement les recettes publiques et les revenus d'exportation, à condition que leur mise en œuvre gagne en prévisibilité. L'agence souligne toutefois que le déficit courant devrait atteindre 2,1 % du PIB en 2026, sous l'effet de la hausse des coûts des importations énergétiques et de la dépréciation de la roupie (-8 % depuis le début de l'année).

Hausse des recettes publiques et déficit contenu : le ministre des Finances se veut rassurant quant à la soutenabilité des finances publiques indonésiennes

Selon le rapport d'exécution budgétaire présenté par le ministre des finances Purbaya Yudhi Sadewa, les recettes de l'État ont atteint 1 459 400 Md IDR (81,7 Md USD), en hausse de 21,4 % en g.a.. Elles se composent à 81,4 % de recettes fiscales. Ce rebond s'explique principalement par la normalisation de la collecte après les perturbations observées en 2025, liées au déploiement du nouveau système d'administration fiscale Coretax et à des remboursements exceptionnellement élevés de TVA aux exportateurs. En outre, les recettes non fiscales ont également progressé en 2026, notamment grâce aux redevances sur les ressources naturelles, dans un contexte de hausse des prix des matières premières. Dans le même temps, les dépenses publiques ont atteint 1 656 000 Md IDR (92,8 Md USD, soit 43,1 % du budget voté pour 2026), en progression de 17,8 %, en raison de besoins accrus pour le financement du programme de repas scolaires gratuits (MBG), des aides sociales, des infrastructures, des subventions et des transferts aux collectivités territoriales. Le déficit budgétaire s'est ainsi établi à 196 500 Md IDR (11,0 Md USD), soit 0,8 % du PIB au premier semestre 2026 et devrait s'élever à 734 300 Md IDR (41,1 Md USD, soit 2,9 % du PIB) à la fin de l'année.

Sécurité énergétique : L'Indonésie lance le biodiesel B50

Le biodiesel B50, un mélange composé à 50 % de biodiesel à base d'huile de palme et à 50% de gazole, est commercialisé en Indonésie depuis le début du mois de juillet. Cette mesure, annoncée en 2025, vise à renforcer l'indépendance énergétique, réduire les

importations de diesel et soutenir la transformation locale de l'huile de palme. Selon des observateurs, le programme soulève toutefois plusieurs défis. La stagnation de la production d'huile de palme, conjuguée à la hausse de la demande domestique, accentue les arbitrages entre les usages énergétiques, alimentaires et les exportations. Par ailleurs, le coût croissant du mécanisme de subvention du biodiesel, la dépendance à l'évolution des prix du pétrole et de l'huile de palme, ainsi que les risques environnementaux liés à l'expansion des plantations, pourraient peser sur la soutenabilité de cette politique à moyen terme.

Malaisie

Prévisions de croissance encourageantes pour l'année 2026

Selon la banque centrale (BNM), la Malaisie a enregistré une croissance de 5,4 % au premier trimestre 2026 (- 0,8 pp. par rapport au T4 2025). Cette performance repose sur une demande intérieure robuste, un taux de chômage stable à 2,9 % et le dynamisme des investissements dans les produits électriques et électroniques (E&E), tirant les exportations à la hausse (+ 13,5 %). Pour le deuxième trimestre, le Département des Statistiques malaisien (DOSM) anticipe une croissance de 5,8 % (+ 0,4 pp. par rapport au T1), poussée par les services, le secteur manufacturier et le secteur minier. Enfin, le FMI a publié une mise à jour de son *World Economic Outlook*, dans lequel il prévoit un ralentissement de la croissance à 3,8 % en 2026 pour les marchés émergents. Néanmoins, la Malaisie est maintenue à une trajectoire supérieure avec une projection de 4,7 %, portée par l'essor des centres de données et la reprise du cycle technologique mondial.

Malaisie – Thaïlande : vers la création d'une zone économique frontalière spéciale

A l'issue d'une visite officielle en Malaisie (9-10 juillet), le Premier ministre thaïlandais Anutin Charnvirakul et le Premier ministre malaisien Anwar Ibrahim ont affirmé leur volonté commune d'établir une Zone économique frontalière spéciale (SBEZ). Ce projet vise à stimuler le développement socio-économique des communautés locales au nord de la Malaisie et au sud de la Thaïlande en soutenant la formation, les PME, ainsi que les infrastructures de connectivité et la gestion des inondations. Cette initiative ambitionne de porter les échanges à 30 Md USD d'ici fin 2026 (contre 27,7 Md USD en 2025). Pour appuyer cette dynamique, la Malaisie a annoncé l'extension de la ligne ferroviaire *East Coast Rail Link* et a alloué 80,2 M USD au développement du port intérieur de Perlis, pôle logistique stratégique qui bénéficiera d'un réseau de transport étendu jusqu'au Laos. Par ailleurs, les deux gouvernements ont convenu

d'approfondir leur coopération dans des secteurs clés tels que l'économie numérique, la transition verte et les industries de haute technologie, ainsi que la pêche et l'agriculture, notamment à travers la signature d'un mémorandum d'entente (MoU) sur la coopération agricole.

Lancement de la 6ème phase du programme Large Scale Solar

Démarré en 2016 par la Commission de l'Energie malaisienne, le programme *Large Scale Solar* (LSS) vise à accélérer le développement de centrales solaires photovoltaïques en sélectionnant, *via* un appel d'offres, des projets susceptibles de fournir au réseau national de distribution de l'électricité verte à des coûts compétitifs. Le gouvernement a annoncé la mise en œuvre de la sixième phase du programme (LSS6), qui devrait attirer entre 3,2 et 3,6 Md USD d'investissements privés, pour un quota alloué de 2 500 MW de capacité solaire, dont 150 MW dédiés aux entreprises Bumiputera, ainsi que 1 250 MW de systèmes de stockage d'énergie par batterie. Les autorités attendent des projets sélectionnés la création de 15 000 à 20 000 emplois durant les phases de développement et de construction, tout en réduisant les émissions de CO₂ d'environ 2,6 M de tonnes/an, conformément aux engagements du gouvernement en matière de transition énergétique. L'objectif d'exploitation commerciale est fixé au 31 décembre 2029.

Singapour

La croissance dépasse les estimations à 5,7 % au deuxième trimestre

L'économie singapourienne a progressé de 5,7 % en g.a. au deuxième trimestre 2026, après 6,3 % au premier trimestre, selon les estimations préliminaires du ministère du Commerce et de l'Industrie (MTI), un résultat supérieur aux anticipations du marché (5,5 %). En rythme trimestriel corrigé des variations saisonnières, le PIB a augmenté de 1,1 %, contre 1,3 % au trimestre précédent. Le ralentissement s'explique principalement par une modération de la croissance dans la construction (+6,2 %, après +12,9 %) ainsi que dans les secteurs du commerce de gros et de détail, des transports et du stockage (+6,3 %, après +9,3 %). À l'inverse, l'industrie manufacturière a accéléré à +12,2 %, contre +8,0 % au premier trimestre, soutenue par la forte demande de semi-conducteurs et d'équipements destinés à leur fabrication, portée par le développement de l'intelligence artificielle. En revanche, les industries de la chimie et biomédicale ont reculé sous l'effet des perturbations d'approvisionnement provoquées par le conflit au Moyen-Orient. Le MTI a maintenu sa prévision de croissance pour 2026 entre 2 % et 4 %, tout en soulignant les incertitudes liées aux tensions

géopolitiques, à la hausse des coûts de l'énergie et aux perturbations des chaînes logistiques.

Singapour prépare sa présidence de l'ASEAN en 2027

À l'occasion de la visite de travail du président philippin Ferdinand Marcos Jr. à Singapour du 14 au 16 juillet, le Premier ministre Lawrence Wong a annoncé que Singapour et les Philippines assureront une transition fluide de la présidence de l'ASEAN, que Singapour exercera en 2027 à l'issue du mandat philippin. Les deux dirigeants ont réaffirmé leur volonté de renforcer l'unité et la résilience de l'ASEAN dans un contexte international plus incertain, tout en approfondissant leur coopération économique. Lawrence Wong a souligné le potentiel de développement des partenariats dans les domaines de l'intelligence artificielle, de l'économie verte et de l'économie numérique. De son côté, Ferdinand Marcos Jr. a indiqué que les discussions avaient également porté sur le renforcement des échanges commerciaux ainsi que sur la coopération dans les secteurs de la santé et des affaires sociales. Cette rencontre s'inscrit dans le prolongement de la première visite de Lawrence Wong à Manille en juin 2025, au cours de laquelle les deux pays étaient convenus d'élargir leur coopération dans les énergies renouvelables et la santé, ainsi que de conclure un accord juridiquement contraignant sur les crédits carbone au titre de l'article 6 de l'Accord de Paris, signé en avril 2026.

DBS vise plus de 1 000 Md SGD d'actifs sous gestion d'ici 2030

DBS a annoncé son objectif de porter ses actifs sous gestion à plus de 1 000 Md SGD (774,8 Md USD) d'ici 2030, contre 632 Md SGD (489,7 Md USD) à la fin de 2025. La banque, dont les actifs sous gestion de son activité de gestion de patrimoine atteignaient 492 Md USD au premier trimestre 2026, devrait ainsi dépasser avec plus d'un an d'avance son objectif de 500 Md USD fixé pour 2027. Pour soutenir cette croissance, DBS prévoit de recruter plus de 600 conseillers clientèle, gestionnaires de patrimoine, ingénieurs et spécialistes des plateformes numériques d'ici 2028 dans ses six principaux marchés asiatiques (Singapour, Hong Kong, Chine, Inde, Indonésie et Taïwan). La stratégie repose également sur un renforcement de l'intégration de l'intelligence artificielle dans les services de gestion de patrimoine, notamment via la plateforme digiWealth, afin d'accélérer l'intégration des clients, de personnaliser les conseils d'investissement et d'améliorer l'expérience utilisateur. En parallèle, DBS ouvrira 18 nouveaux centres de gestion de patrimoine et modernisera 36 sites existants d'ici 2027. Cette expansion intervient alors que les banques renforcent leurs activités de gestion de patrimoine pour compenser la baisse attendue des marges d'intérêt et tirer parti de la croissance des patrimoines en Asie.

Vietnam

L'investissement public comme moteur de la croissance vietnamienne

Au premier semestre 2026, l'investissement public au Vietnam a joué un rôle structurant dans la croissance vietnamienne. Le décaissement cumulé de 13,6 Md USD (+12 % par rapport à 2025 sur la même période) représente 35,5 % de l'objectif annuel fixé par le Premier ministre pour 2026. Les projets d'infrastructure de transport ont représenté à eux seuls près de 2,3 Md USD et 5,3 Md USD auraient été décaissés sur le mois de juin. Cette accélération résulterait de la levée d'obstacles administratifs et d'une stabilisation des coûts des matières premières, favorisant l'exécution des projets sur le second semestre. La quasi-totalité des fonds sont alloués à des projets existants (98 %). Ainsi, les deux projets ferroviaires (ligne à grande vitesse nord-sud et ligne Lào Cai-Hanoï-Hải Phòng) concentrent à eux seuls un plan d'investissement d'environ 3,9 Md USD soit 75,6 % du plan d'investissement 2026 du ministère de la Construction. Toutefois, à ce jour, le versement des fonds accuse un sérieux retard : pour la ligne à grande vitesse, le taux de décaissement atteint seulement 2 % (40,8 M USD sur 2,17 Md USD) et 2,5 % (45,6 M USD sur 1,84 Md USD) pour la ligne Lào Cai-Hanoï-Hải Phòng.

UOB relève sa prévision de croissance à 8,5 % pour 2026

La banque singapourienne UOB a relevé sa prévision de croissance du PIB vietnamien pour 2026 à 8,5 %, contre 7 % prévu en avril. Cette décision fait suite aux performances économiques du premier semestre, marquées par une croissance de 8,2 % sur un an, supérieure aux anticipations. L'activité a été soutenue par le secteur manufacturier, les exportations, la consommation intérieure et l'accélération des investissements publics. La banque souligne toutefois que plusieurs risques demeurent : les tensions commerciales, les incertitudes géopolitiques et un ralentissement de la demande mondiale pourraient affecter les exportations et les investissements au second semestre. UOB estime néanmoins que la poursuite des investissements publics, les réformes structurelles et le maintien d'un environnement favorable aux entreprises devraient permettre au Vietnam de conserver une trajectoire de croissance robuste en 2026. Cette prévision demeure plus optimiste que celles des principales institutions internationales : le FMI anticipe une croissance de 7,1 % en 2026, tandis que la Banque mondiale table sur 6,8 %.

Projet de dépollution de la rivière Nhuê de 2,9 Md USD

Le comité populaire d'Hanoï a soumis au conseil populaire municipal un projet quinquennal de 75 100 Md VND (2,9 Md USD) visant à dépolluer et contrôler les risques d'inondations de la rivière Nhuê. Cette rivière est l'un des cours d'eau les plus dégradés de la capitale, et la qualité de l'eau est jugée impropre à tout usage. Étale de 2026 à 2030 en deux phases, le chantier couvrirait 61,5 km et environ 855 ha à travers 19 quartiers et communes, et associerait dragage, renforcement des berges, voiries et stations d'épuration. Il serait réalisé sous le format *build-transfer* (BT) dans le cadre d'un partenariat public-privé avec le groupe Geleximco (conglomérat vietnamien), rémunéré par l'attribution de terrains d'une valeur d'environ 2,6 Md USD le long des rives (modèle de financement par TOD). L'organe d'examen du conseil a toutefois relevé un écart inexplicable de 229 M USD (env. 8 %) entre le coût validé et la valeur foncière prévue, ainsi que l'absence de plan de relogement et d'échéancier dans les paiements.

Thaïlande

Révision de la structure tarifaire de l'électricité et création d'une catégorie dédiée aux data centers

Le 15 juillet 2026, le comité national de politique énergétique a approuvé 7 mesures de réforme tarifaire de l'électricité. Le tarif résidentiel des 200 premières unités mensuelles est abaissé à 3 THB/kWh (0,09 USD), une baisse étendue aux locations meublées et pensions. Une catégorie tarifaire spécifique est créée pour les data centers, afin de refléter le coût réel de leur approvisionnement et les investissements de réseau que leur raccordement impose. Les data centers de grande taille devront constituer une garantie financière avant tout raccordement au réseau et présenter un plan de gestion de l'eau pour leurs systèmes de refroidissement. Le coût de l'éclairage public, jusqu'ici intégré à la facture des particuliers pour un montant estimé à 17 Md THB/an (506 M USD), en sera extrait. L'ensemble est financé par un fonds alimenté par les contributions des data centers, des utilisateurs sous contrat d'achat direct d'électricité (DPPA, désormais ouvert aux data centers et à l'industrie), ainsi que par les gains issus de la baisse des tarifs de rachat bonifiés et du nouveau tarif du programme de fermes solaires communautaires.

Le FMI relève sa prévision de croissance à 1,9% pour 2026

Dans sa mise à jour du *World Economic Outlook* publiée le 8 juillet 2026, le FMI a relevé de 0,4 point la prévision de croissance de la Thaïlande pour 2026, à 1,9 %, et anticipe 2,2 % pour 2027. Cette révision, portée par les exportations technologiques et l'essor des data centers, est cohérente avec le relèvement récent par la Banque de Thaïlande de sa propre prévision de croissance pour 2026, portée

à 2,3 % (contre 1,5 % précédemment).

L'université Chulalongkorn annonce l'installation du premier ordinateur quantique à ions piégés d'Asie du Sud-Est

Le 14 juillet 2026, l'université Chulalongkorn a annoncé l'installation, prévue en 2027, du premier ordinateur quantique à ions piégés d'ASEAN, en partenariat avec *l'University of Science and Technology of China* et *Hefei Unitary Quantum Technology*. L'université lance en parallèle un master en technologies quantiques (*College of Interdisciplinary and Integrative Studies*), avec une première promotion d'environ 50 étudiants attendue fin 2026, orientée vers la cybersécurité, la modélisation financière et l'optimisation logistique. Le projet s'appuie sur les facultés des sciences et d'ingénierie de l'université et vise à positionner la Thaïlande comme développeur de technologies quantiques plutôt que simple utilisateur.

Philippines

Recul de -26,5 % en g.a. à 1,97 Md USD des flux nets d'IDE en janvier-avril 2026

Selon les données préliminaires de la Banque centrale (BSP), les entrées nettes d'investissements directs à l'étranger (IDE) ont reculé de -26,5 % en g.a. sur la période janvier-avril 2026 à 1,97 Md USD, dans un environnement national et international toujours incertain pesant sur la confiance des investisseurs. La baisse s'explique par le recul des investissements nets étrangers en instruments de dette à 1,2 Md USD (-40,3 % en g.a.) et des bénéfices réinvestis à 285 M (-14,0 %), dont l'effet a été plus important que la hausse des investissements nets étrangers en capital hors bénéfices réinvestis à 464 M USD (+53,7 %) portée par le net recul des retraits de capitaux à 61 M USD (-70,3 %). Sur la période, les placements en capitaux provenaient principalement du Japon (61 %), des Etats-Unis (31 %), suivis de loin par Singapour (2 %) et la Corée du Sud (2 %), et ont été principalement dirigés vers les secteurs manufacturier (54 %), de la finance et des assurances (21 %) et de l'immobilier (9 %).

Progression du portefeuille d'APD à 41,8 Md USD (+5,6 %) en 2025

En 2025, selon le DepDev, le portefeuille d'aide publique au développement (APD) a progressé à 41,8 Md USD (+5,6 %) répartis sur 452 projets actifs contre 426 en 2024. Cette hausse a été portée par l'augmentation des prêts de projet, dont le montant a atteint 31,7 Md USD (+13,1 %) tandis que les prêts de politique publique ont reculé à 8,0 Md USD (-12,6 %). Les infrastructures ont concentré l'essentiel des financements (69,1 %), devant les secteurs du social (10,5 %), de la gouvernance (9,8 %) et de l'agriculture (9,3 %). Le Japon demeure le premier bailleur finançant 91 projets (14,0 Md USD), devant la Banque asiatique de développement avec 60 projets (13,4 Md USD) et la Banque mondiale avec 31 projets (8,5 Md USD). Le portefeuille des *Infrastructure Flagship Projects* (IFP) a également

progressé en 2025, atteignant 209 projets (contre 186 en 2024) pour une valeur de 171 Md USD (+10,4 %). Financé à 54,7 % par l'APD, il est dominé par les projets de connectivité physique (140 projets), devant les ressources en eau (32 projets) et l'agriculture (9 projets).

Révision à la baisse des projections de revenu et d'emploi du secteur IT-BPM à horizon 2028

L'*IT & Business Process Association of the Philippines* (IBPAP), organisation représentative du secteur de l'IT et de l'externalisation des processus métiers (IT-BPM), a revu à la baisse les objectifs de sa feuille de route à l'horizon 2028, notamment sous l'effet de l'essor de l'intelligence artificielle. Alors que la stratégie adoptée en 2022 visait 59,0 Md USD de revenus et 2,5 M d'emplois équivalents temps plein (ETP) en 2028, les nouvelles projections tablent désormais sur 43,3 à 50,5 Md USD de revenus et 1,9 à 2,1 M d'ETP. Cette révision reflète les évolutions technologiques, les changements des comportements des clients, le renforcement de la concurrence mondiale et l'allongement des cycles de décision des entreprises. L'IBPAP estime que la croissance du secteur sera principalement portée par la santé, la banque et les services financiers, à condition d'accélérer les investissements dans les compétences, l'adoption de l'IA et la coopération entre les parties prenantes. Pour 2026, l'association prévoit 42,3 Md USD de revenus et 1,96 M d'ETP, contre respectivement 40,0 Md USD et 1,90 M en 2025.

Cambodge

De nouvelles normes pour mieux rayonner

Par l'intermédiaire du conseil national des normes, le Cambodge vient d'adopter 43 nouvelles normes internationales. Parmi elles, 26 proviennent de l'Organisation internationale de normalisation (ISO), 13 de l'UE (Eurocodes) et 4 de la commission électrotechnique internationale (CEI). Elles visent à faciliter le commerce extérieur de secteurs-clés : automobile, caoutchouc, agroalimentaire, produits chimiques, matériaux de construction, électronique, cosmétique et bois. Ces secteurs représentaient 22 % des échanges du Cambodge en 2025. Outre cet objectif, ces normes sont destinées à soutenir le développement industriel et améliorer la qualité des produits pour les consommateurs. Elles s'inscrivent dans la foulée de la récente adhésion du Cambodge à l'ISO en octobre 2025, en tant que membre à part entière. Avec cette adhésion, le Royaume peut participer à l'écriture des futures normes internationales – avec droit de vote – pour y défendre ses intérêts.

Vers un nouveau marché de gros à Phnom-Penh

La SEMMARIS, exploitante du MIN de Rungis, et le groupe cambodgien WorldBridge ont signé un contrat de services. Ce dernier doit compléter les études de faisabilité d'un marché de gros de produits frais à Phnom-Penh. Ce contrat a été signé lors de la visite officielle au Cambodge de Nicolas Forissier, ministre délégué chargé du Commerce extérieur et de l'Attractivité. Inspiré du modèle de

Rungis, le projet va au-delà de la création d'une infrastructure commerciale. Ce marché devra améliorer la distribution des produits alimentaires au Cambodge, encourager le développement de filières agroalimentaires à plus forte valeur ajoutée, et attirer de nouveaux investissements dans des filières et des services associés. Présents lors de la cérémonie de signature, le ministre de l'Agriculture et le secrétaire d'Etat du ministère du Commerce ont salué le caractère stratégique de ce projet pour le développement économique et agricole du Cambodge.

Investissement : recul chinois, essor cambodgien

Au premier semestre 2026, 276 projets représentant une valeur totale de 4,7 Md USD ont été validés par le conseil pour le développement du Cambodge (CDC). Ces chiffres sont en recul par rapport à 2025 : le CDC avait validé 373 projets pour une valeur de 5,8 Md USD (-26 %). Ce repli s'explique principalement par la réduction des investissements chinois, dont les engagements ont baissé de 49 % en un an (1,7 Md USD). Le ralentissement de la croissance économique chinoise (+4,7 % au S1 2026, contre 5,3 % au S1 2025) entraîne la réorientation de ses capitaux vers son territoire et vers les industries de pointe, où le Cambodge cherche encore à séduire. Pour faire face à ce recul, une diversification de l'origine des investissements se dessine. Pour la première fois, les investissements cambodgiens arrivent en tête (42 %, 1,96 Md USD), en hausse de 13,8 % en un an. Singapour (15 %) et la Malaisie (4 %) assurent le solde. La structure sectorielle évolue également : la part de l'industrie recule nettement, de 72 % à 55 %, au profit des projets d'infrastructures (36 %, +10 p.p).

Laos

La Banque asiatique de développement anticipe un ralentissement de la croissance et une hausse de l'inflation au Laos en 2026

La Banque asiatique de développement (BAD) prévoit un ralentissement de l'économie laotienne en 2026, dans un contexte marqué par la hausse des prix de l'énergie et les incertitudes internationales. Selon ses dernières prévisions publiées le 9 juillet, la croissance du PIB devrait s'établir à 4,0 % en 2026, contre 4,4 % en 2025, tandis que la Banque mondiale anticipe une progression plus limitée de 3,8 %. En parallèle, la BAD prévoit une accélération de l'inflation à 9,8 % en 2026, avant un repli à 6,7 % en 2027, sous l'effet des tensions sur les marchés de l'énergie, du renchérissement des produits alimentaires et du resserrement des conditions financières mondiales.

Birmanie

Resserrement des conditions d'importation des huiles alimentaires

Face aux difficultés d'accès aux devises étrangères, aggravées par la crise énergétique, la Birmanie a annoncé réduire ses quotas d'importation d'huiles alimentaires, via une déclaration de sa présidence *de facto*. Parallèlement, le gouvernement a annoncé des objectifs de développement de la culture des oléagineux, d'amélioration des rendements agricoles et une priorité accordée aux importations de machines et d'équipements nécessaires à la production domestique d'huile alimentaire. Pour contexte, la Birmanie consommerait 921 kt/an d'huile alimentaire, pour une production estimée 280 kt/an, et une importation à 640 kt/an.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Marie-Pauline GIRIN ; Donatien LACRESSE, Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU)

Abonnez-vous : marie-pauline.girin@dgtresor.gouv.fr ; donatien.lacresse@dgtresor.gouv.fr gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr